

Les citoyens rejettent les idées du Pacte d'excellence

Que pensent les francophones des principales propositions du Pacte d'excellence pour l'enseignement ? Ils n'en veulent pas, selon le Grand Baromètre RTL/Ipsos/Le Soir. 72 % des sondés s'opposent, par exemple, au caractère exceptionnel du redoublement. Le rejet est tout aussi massif

(71 %) quant à l'idée d'allonger la journée d'école jusqu'à 17 h ou 17 h 30, de façon à ce que le gros des devoirs à domicile soit exécuté à l'école.

La proposition de revoir le système de congés pour donner au minimum 15 jours de pause d'affilée ? Rejetée aussi ! Finalement, une seule des idées phares du Pacte a le soutien d'une majorité des per-

sonnes sondées : descendre l'obligation scolaire à 3 ans.

Pour le gouvernement fédéral, le constat n'est pas plus rose. 47 % des sondés soutiennent la grève générale du 24 juin. Un chiffre qui masque des différences régionales. En Wallonie, la grève suscite l'adhésion de 59 % des sondés, contre 41 % en Flandre et 50 % à Bruxelles. ■

44 % des Bruxellois se sentent en insécurité

- Deux mois après les attentats, 36 % des Belges ont peur de prendre le métro.
- Un quart des Wallons et Flamands évitent de se rendre dans la capitale.

Deux mois après les attentats de Bruxelles, les Belges ont peur. C'est ce qu'indique le Grand Baromètre RTL/Ipsos/Le Soir. Aux Bruxellois, nous avons demandé s'ils se sentaient actuellement en sécurité à Bruxelles : 56 % assurent que oui, ce qui laisse une large minorité qui avoue son inquiétude. Au près des Wallons et Flamands, nous avons sondé leur éventuelle réticence à venir dans la capitale, depuis le 22 mars. Verdict : un quart d'entre eux avoue éviter de se rendre à Bruxelles, les chiffres sont quasi identiques au nord et au sud du pays.

Nous avons tenté de cerner ce qui inquiète le plus les Belges. Pour l'heure, c'est clairement le métro qui suscite le plus de craintes. Ainsi, 36 % des personnes sondées avouent avoir peur de l'emprunter. Ce chiffre est encore plus élevé chez les Bruxellois, qui sont 44 %

à éviter le réseau souterrain. Le deuxième motif d'inquiétude porte sur les transports aériens : 32 % des Belges disent avoir peur de prendre l'avion depuis les attentats. Ce sont ensuite les lieux publics en général qui tracassent les citoyens, singulièrement les Bruxellois, qui sont 38 % à redouter de s'y rendre.

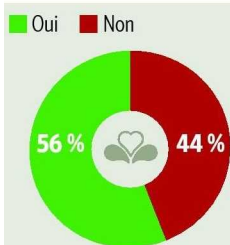
Le train, le tram et le bus véhiculent moins de peurs : quatre personnes sondées sur cinq les prennent sans appréhension. De nouveau, une exception : les Bruxellois, qui sont plus nombreux (28 %) à répugner prendre les réseaux de surface de la Stib ou celui de la SNCB.

Enfin, dans la foulée des attentats, Jan Jambon avait créé la polémique avec sa petite phrase sur « *une part significative de la communauté musulmane qui a dansé à l'occasion des attentats* ». La moitié des personnes sondées dans notre Grand Baromètre estiment « *que le ministre de l'Intérieur évalue correctement le phénomène* ». Les Flamands sont plus nombreux (56 %) à soutenir le vice-Premier N-VA que les Bruxellois et Wallons. A noter que 16 % des Belges pensent que Jan Jambon « *sous-évalue le phénomène* ». ■

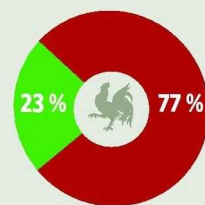
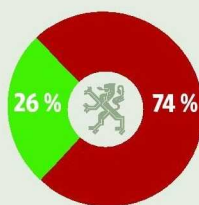
VÉRONIQUE LAMQUIN

Attentats de Bruxelles

Aux Bruxellois : vous sentez-vous actuellement en sécurité à Bruxelles ?



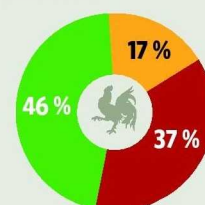
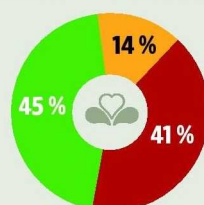
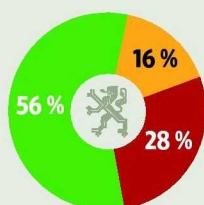
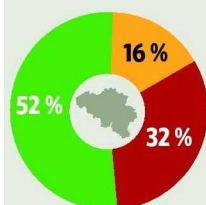
Aux Flamands et aux Wallons : évitez-vous de vous rendre à Bruxelles depuis les attentats du 22 mars ?



Jan Jambon et la communauté musulmane

Jan Jambon estime « qu'une partie significative de la communauté musulmane a dansé à l'occasion des attentats ». Selon vous, Jambon...

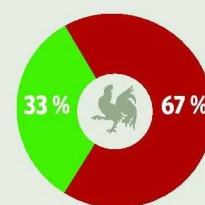
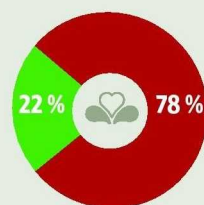
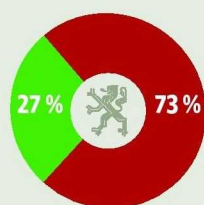
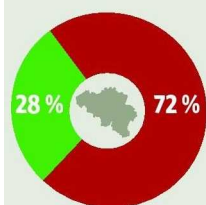
■ évalue correctement ce phénomène ■ surévalue ce phénomène ■ sous-évalue ce phénomène



La gestion de Bruxelles

Pensez-vous que Bruxelles est bien gérée ?

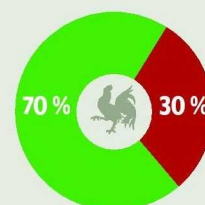
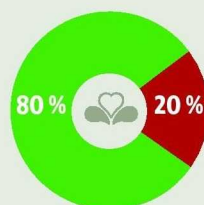
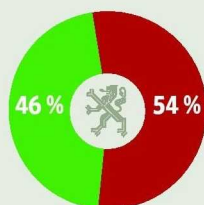
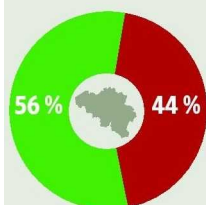
■ Oui ■ Non



Le soutien des Régions à Bruxelles

Est-ce que la Flandre et la Wallonie doivent soutenir davantage Bruxelles ?

■ Oui ■ Non



social Soutien wallon à la manifestation nationale et à la grève générale

Mardi prochain, les syndicats lancent leur programme d'action avec une grande manifestation nationale à Bruxelles, qui sera suivie, le 24 juin, d'une grève générale. Deux initiatives qui sont perçues de manière très diverse de part et d'autre de la frontière linguistique. Ainsi, la manifestation nationale récolte le soutien d'une légère majorité de Belges (52 %) mais d'une part importante de Wallons (64 %) alors que les Flamands ne sont que 45 %. Tendances similaires pour l'arrêt de travail du mois suivant : 47 % de Belges soutiennent la grève générale ; en Wallonie ils sont 59 %, contre 41 % en Flandre.

Parmi les mesures gouvernementales auxquelles s'oppose le front commun syndical, la réforme du temps de travail. Faut-il ouvrir la possibilité de travailler davantage certaines se-

maines et moins d'autres moments, en fonction des besoins de l'entreprise ? Près d'un tiers des Belges (32 %) pensent que c'est une bonne idée, une petite moitié (45 %) est de l'avis contraire, un quart n'a pas (encore) d'avis.

45 % des Belges sont opposés à l'idée de travailler plus à certains moments et moins à d'autres

Si l'on en croit notre Grand Baromètre RTL/Ipsos/Le Soir, le gouvernement Michel a encore bien des efforts de pédagogie à fournir pour convaincre des bienfaits de son tax-shift. Interrogés quant à l'impact du tax-shift sur leur portefeuille, les sondés se montrent extrêmement sceptiques. Ainsi, ils sont seulement 7 % à estimer que, sur les douze derniers mois, leur pouvoir d'achat a augmenté. Et,

sur ce point, Flamands et Wallons sont exactement sur la même longueur d'onde, seuls les Bruxellois étant légèrement plus enthousiastes. Ils sont 35 % à estimer qu'il est resté stable et 58 % à penser qu'il s'est contracté. Sur ces deux derniers points, la fracture communautaire se marque : au sud du pays, 66 % des personnes interrogées estiment avoir perdu de l'argent, ils ne sont « que » 54 % à le penser au nord du pays.

A noter que, début octobre 2015, après l'annonce du tax-shift par la suédoise, le scepticisme était un peu moins grand : 16 % des sondés pensaient alors que les mesures fiscales décidées à l'été augmenteraient leur pouvoir d'achat. En janvier dernier, ils étaient 19 % à estimer que l'impact serait positif pour eux, en 2016... Quatre mois plus tard, l'optimisme a fondu...

Au passage, les personnes in-

terrogées apportent une réponse cinglante à Kris Peeters qui, le 16 avril, dans une interview au

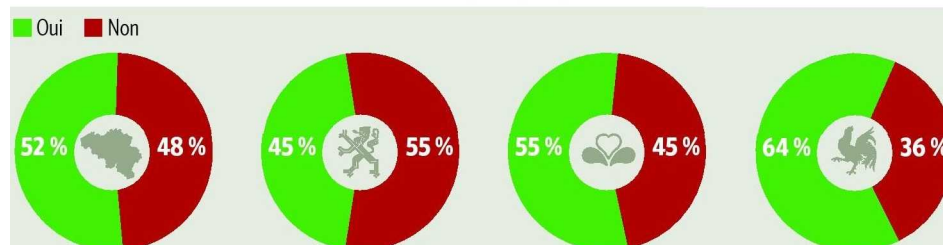
Laatste Nieuws, avait dit : « *Nous vivons tous au-dessus de nos moyens.* » Le vice-Premier s'était pris une volée de bois vert, le Grand Baromètre appuie et enfonce : 93 % des sondés estiment qu'il a tort.

Parmi les chantiers sur la table du gouvernement : la définition des métiers lourds. Une très large majorité des personnes interrogées (85 %) estime qu'il faut autoriser les travailleurs exerçant une profession pénible à pouvoir partir plus tôt à la retraite. Au fait, qu'est-ce qu'un métier lourd ? La question a été posée à toutes les personnes actives du panel : 45 % d'entre elles estiment exercer une profession pénible. ■

V. La.

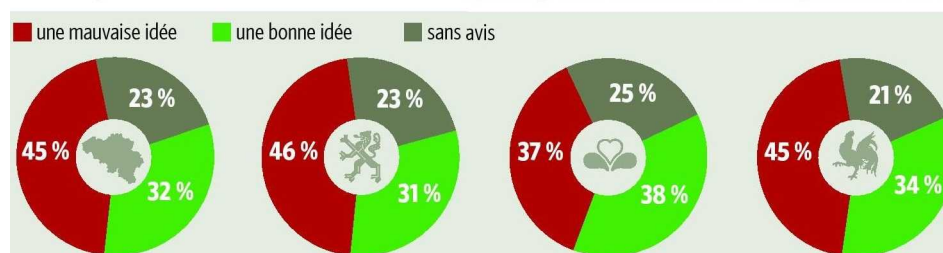
Manifestation du 24 mai

Soutenez-vous la manifestation du 24 mai contre la politique gouvernementale ?



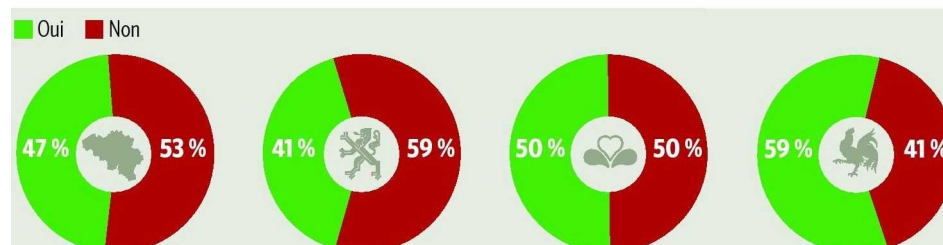
Réforme du temps de travail

Travailler plus certaines semaines et moins d'autres pour répondre aux besoins de l'entreprise, est-ce... ?



Grève générale du 24 juin

Soutenez-vous la grève générale du 24 juin contre la politique gouvernementale ?



GOUVERNANCE**Mal gérée Bruxelles ?
Oui à 72 % !**

Un peu comme le « Belgium, failed state », un autre label s'est imposé au lendemain des attentats : « Bruxelles mal gérée ». L'idée vit en Flandre depuis toujours, elle a repris de la vigueur, dans les sphères politiques, économiques et médiatiques ces derniers mois.

Notre Grand Baromètre indique que les citoyens pensent exactement pareil. Près de trois quarts (72 %) des personnes sondées estiment en effet que « Bruxelles n'est pas bien

gérée ». Les différences régionales sont particulièrement édifiantes : les Wallons sont plus indulgents (67 % de critiques) que les Flamands (73 %). Mais la « surprise » vient des Bruxellois, premiers concernés par l'évaluation de la gestion : ils sont 78 % à estimer ne pas être bien gérés par leurs autorités. Une cote cinquante, assurément alimentée par l'avalanche de problèmes auxquels la capitale est confrontée ces derniers mois : menace terroriste en novembre, suivie d'un lockdown de six jours, attentats du 22 mars et, entre les deux, les sirènes en guise de nouveau bruit de fond. Sur-

tout, la radicalisation de jeunes Bruxellois, révélée à la planète entière lors des attaques terroristes, induit le procès d'une série de politiques menées, dans la capitale, ces dernières années. Et, comme si ça ne suffisait pas, les tunnels se sont effrités, les musées ont pris l'eau, le piétonnier a enchaîné les polémiques, l'horeca et les commerces trinquent. Les responsabilités sont multiples, lasagne institutionnelle oblige : les communes, la Région, la Communauté française, le fédéral, tous ont leur part. Mais, au final, ce sont les Bruxellois qui sont en première

logie des problèmes. Et leur regard se fait donc très noir. Les mêmes se sentent aussi un peu délaissés par leurs voisins du nord et du sud. Huit Bruxellois sur dix estiment en effet que les deux autres Régions devraient davantage soutenir Bruxelles. Un avis que partagent 70 % des Wallons mais seulement 46 % des Flamands... Même la relation à la capitale déchire donc le pays.

V.L.A.

enseignement Le Pacte d'excellence passe mal la rampe

Pendant une année, les acteurs scolaires (syndicats, pouvoirs organisateurs, associations de parents...) ont jeté les bases d'une grande réforme – le fameux Pacte d'excellence pour l'enseignement. Une note de synthèse a été remise au gouvernement de la Communauté française – il fera ses choix fin septembre. Dans ce document, dévoilé ici, les acteurs scolaires émettent une centaine de propositions. L'attention s'est focalisée sur quelques mesures, spectaculaires, qu'Ipsos a soumises à l'appréciation des sondés francophones.

Verdict ? Mauvais. Sur les

quatre réformes retenues par le sondeur, trois sont vertement rejetées. Si le gouvernement de la Communauté devait tout de même les retenir, pour les appliquer, il lui faudra donc se montrer terriblement... convaincant. **Redoublement.** Pour les auteurs du Pacte, il ne s'agit pas de l'interdire. Mais pendant le tronc commun (de la maternelle jusqu'à la 3^e secondaire, incluse), la décision de faire redoubler l'élève devrait être « dûment justifiée » (sans doute auprès des futurs coordinateurs des zones scolaires). Autant dire que le redoublement deviendrait exceptionnel. L'idée passe mal chez les sondés. Elle suscite le

plus vif rejet (72 % de non).

Allonger la journée. L'idée du Pacte est d'étirer la journée scolaire jusqu'à 17 ou 17 h 30, de façon à ce que le gros des devoirs à domicile soit exécuté à l'école. Rejet tout aussi net : c'est « non » à 71 %.

Congés. Les chronobiologistes s'accordent pour estimer que les congés d'une semaine ne sont pas vraiment réparateurs. L'idée (ancienne...) est de généraliser les pauses de 15 jours et de porter à 2 semaines des congés de Toussaint et Carnaval. Rejet : c'est « non » à 62 %.

Maternelle à 3 ans. L'école est obligatoire de 6 à 18 ans. Une

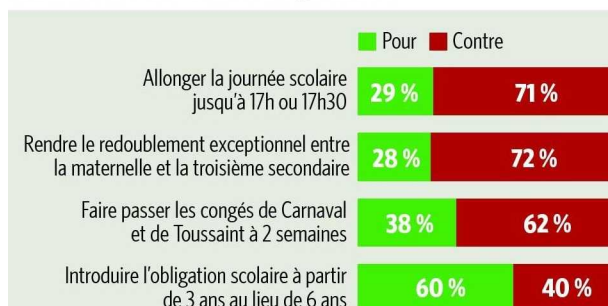
vieille idée : descendre l'obligation scolaire à 3 ans de façon à ce que tous les enfants fréquentent le niveau maternel, aujourd'hui facultatif. Feu vert : c'est « oui » à 60 %.

Bruxelles/Wallonie. On note que les points de vue varient de façon sensible entre Bruxellois et Wallons. Les trois réformes qui font polémique (redoublement, journée plus longue, congés de 15 jours) sont plus sèchement refusées côté wallon. Le « non » atteint respectivement 73 %, 73 % et 62 % alors que, à Bruxelles, ils s'élèvent à 67 %, 59 % et 58 %.

PIERRE BOUILLON

Réforme de l'enseignement

Êtes-vous pour ou contre les propositions suivantes envisagées par la Fédération Wallonie-Bruxelles en matière de réforme de l'enseignement ?



METHODOLOGIE

Cette enquête Ipsos a fait appel à 2.553 répondants formant des échantillons représentatifs des Belges de 18 ans et plus à raison de 1 003 en Wallonie, 1.045 en Flandre et 505 dans les 19 communes de la Région Bruxelles Capitale

Le sondage a été réalisé du 6 au 12 mai 2016

Les interviews ont eu lieu via l'Ipsos On Line Panel. La marge d'erreur maximale pour un pourcentage de 50 % et un taux de confiance de 95 % est de +3,1 % en Wallonie, +3 % en Flandre et de +4,4 % à Bruxelles

LE SOIR

Dans notre rubrique « Dossiers », retrouvez notre Grand Baromètre politique, et notamment les grandes tendances de notre sondage depuis janvier 2015.